

[Texte]

Its public is now beginning to change its perception. Polls in Norway suggest that if Norway were allowed to join the Common Market purely on the political side—i.e., for the purpose of political consultations only—that is what the public would like to see. The position of the Common Market is it is all or nothing. You cannot join the Common Market and not undertake any economic obligations.

• 0950

We expect to see further discussion of the possible Norwegian joining of the Common Market over the next four, five, six, seven years. Because this is a subject of public debate in Norway, they could ask what is happening in Canada; does a Canada-U.S. free trade agreement mean that you are in Canada economically turning your backs on all other areas of the world? The answer to that is not at all.

What we are doing is establishing a free trade area. This differs from the Common Market, which is a customs union. The fundamental difference between what the Europeans have and what Canada and the U.S. are looking towards is the establishment of an outside tariff wall. Under the Canada-U.S. free trade agreement, this would not exist. The tariffs that exist under the GATT will continue to remain on a most-favoured-nation basis. Tariffs that we have looked at have all gone down. So, vis-à-vis the Europeans, nothing has changed in terms of tariffs or of non-tariff barriers.

What we expect to see in the North American economy is growth, particularly trade-generating growth; we expect to see Canada become a more favourable market for Europeans; we expect to see Canada become a more favourable investment centre. We would hope that insofar as Norway is concerned this means continued development in oil exploration R and D.

What is Canada now doing vis-à-vis western Europe? It is fair to say increasingly that as far as foreign policy is concerned we are proceeding from a trilateral perspective; i.e., Canada does not exist in a vacuum and the Canadian-U.S. bilateral relationship is bilateral but must be seen also in terms of what Canada is doing with Japan and in Europe. One of the advantages of looking at it trilaterally is that it tends to put us in the centre and this gives us a very realistic perspective outwards.

We have been developing a reinvigorated strategy vis-à-vis western Europe which will see Canada take a very active participation in the GATT round. We expect the Canada-U.S. trade agreement to have a liberalizing effect in the GATT round. We are going to try to

[Traduction]

ne pas se joindre au marché commun. Mais la population est en train d'évoluer. Des sondages faits en Norvège révèlent que si celle-ci pouvait se joindre au marché commun, c'est-à-dire d'un point de vue d'abord purement politique—pour, donc, pouvoir participer aux échanges et consultations politiques seulement—la population y serait favorable. Mais du côté du marché commun c'est tout ou rien. C'est-à-dire que vous ne pouvez pas en faire partie sans vous lier sur le plan économique.

Dans les quatre, cinq, six ou sept années qui viennent, cette question de la participation de la Norvège au marché commun sera amplement discutée. Étant donné que cela fait l'objet d'un débat public en Norvège, on pourrait vous poser des questions sur ce qui se passe au Canada; l'accord commercial canado-américain signifie-t-il que le Canada tourne le dos aux autres régions du monde? La réponse est évidemment non, pas du tout.

Nous voulons simplement travailler à la constitution d'une zone de libre-échange. C'est un peu différent du marché commun, qui est une union douanière. La différence fondamentale entre le système européen et ce à quoi visent les Canadiens et les Américains, réside dans ce mur tarifaire à l'égard de l'extérieur. L'accord canado-américain de libre-échange ne prévoit pas l'érection d'un tel mur tarifaire. Les tarifs prévus par le GATT continueront à s'appliquer, sous réserve de la clause de la nation la plus favorisée. De toute façon, les tarifs de façon générale ont été abaissés. À l'égard des Européens, rien n'a donc changé, qu'il s'agisse des barrières tarifaires ou extratarifaires.

Ce à quoi nous nous attendons en Amérique du Nord, c'est à une croissance économique, croissance qui sera génératrice de plus d'échanges; nous nous attendons à ce que le Canada devienne un marché plus ouvert à l'Europe, et en même temps un pôle d'attraction plus intéressant pour les capitaux. En ce qui concerne plus particulièrement la Norvège, nous espérons que cela se traduira par un essor soutenu de la recherche et du développement de la prospection pétrolière.

Quelle est à l'heure actuelle la politique canadienne à l'égard de l'Europe de l'Ouest? En ce qui concerne la politique étrangère, il faut dire que nous procédons de plus en plus d'un point de vue trilatéral, c'est-à-dire que le Canada n'existe pas dans un vide, et que les relations bilatérales canado-américaines, tout en étant bilatérales, ne doivent pas nous faire oublier ce qui se passe entre, d'une part, le Canada et, d'autre part, le Japon et l'Europe. L'avantage de cette vision trilatérale des choses, est qu'elle nous situe au centre, tout en nous faisant regarder l'avenir de façon très réaliste.

Nous avons insufflé un nouveau dynamisme à notre stratégie vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest, et le Canada sera très actif au sein des négociations du GATT. Nous pensons que l'accord commercial canado-américain aura un effet libérateur sur le GATT. Nous allons donc essayer